



# Comité scientifique du 16 juin 2021

## Compte-rendu

### *Le secteur du développement face aux situations de crise et d'urgence*

#### Participants :

Didier Ouédraogo – Action Mopti  
Clément Frenoux – AFD  
Audrey Séon - AFD  
Philippe Folliasson - Aquassistance  
Laure Criqui – Consultante  
Bénédicte Wallez – Fondation Veolia  
Richard Bassono – GRET Burkina Faso  
Estelle Grandidier - GRET  
Jacques Rey - GWP  
Bruno Valfrey – Hydroconseil

Pascal Molle - INRAE  
Catherine Baron – LEREPS, Science Po Toulouse  
Christophe Brachet - OIEau  
Martina Rama – UNICEF, Cluster WASH Burkina  
Christophe Léger – Vergnet Hydro  
Guillaume Aubourg– pS-Eau  
Mélodie Boissel – pS-Eau  
Perrine Bouteloup– pS-Eau  
Vincent Dussaux– pS-Eau  
Christophe Le Jallé – pS-Eau

#### Excusés :

Jean-Paul Duchemin  
Bernard Barraqué – CNRS  
Sandra Nicolle – ENGEES  
Rémi Lombard-Latune - INRAE  
Marion Santi – GRET

Mathieu Le Corre – GRET  
Cyrille Barnerias - OFB  
Hélène Loiseau - OFB  
Pierre-Frédéric Ténière-Buchot – pS-Eau  
Chantal Eyboulet – SIAAP

Compte tenu des conditions sanitaires, ce comité scientifique s'est tenu en visioconférence.

### **1) Approbation du compte rendu du dernier Comité Scientifique**

Le compte rendu de la séance précédente du comité scientifique du 16 décembre 2020, portant sur les liens entre biodiversité et services d'eau et d'assainissement, a été approuvé.

### **2) Actualités des activités d'approfondissement de connaissance et contributions aux débats internationaux**

Après un tour de table, **Christophe Le Jallé** a présenté l'avancement de ces activités

#### [Voir la présentation.](#)

- Revue Ressource
- Animation du comité scientifique de la FISONG GIRI,
- Focus sur quelques thématiques d'approfondissement : « services d'eau potable dans les petits centres », « valorisation et réutilisation des eaux usées et excréta », « articulation entre les services d'eau et d'assainissement et la gestion des ressources en eau », « service d'eau dans les centres de santé », « liens entre biodiversité et services d'eau et d'assainissement »,
- Observatoire des coûts
- Participation aux débats internationaux (préparation du 9<sup>e</sup> Forum Mondial de l'Eau, Initiative pour la gouvernance de l'eau WGI de l'OCDE)
- ➔ [Retrouvez le rapport sur la gouvernance de l'eau dans les villes africaines](#)
- Interventions dans des formations universitaires (MS Urbeusep /EIVP, Eau pour Tous /AgroParisTech Suez, Comité d'analyse prospective Eau d'AgroParisTech)

**Mélodie Boissel** précise qu'une communication sur le projet de recherche-capitalisation-production de connaissance, en partenariat avec l'INRAE et deux universités l'une marocaine et l'autre sénégalaise, sera faite lorsque le projet aura officiellement démarré. Les réflexions seront partagées au sein du CS et un comité de pilotage spécifique sera constitué. Ce projet s'appuie sur un co-financement qui a été sollicité auprès de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et rentre dans le cadre des activités d'approfondissement et production de croissance, cofinancées par l'OFB.

**Mélodie Boissel** précise que la note de positionnement du pS-Eau vis-à-vis de l'articulation entre les services d'eau et d'assainissement et la gestion des ressources en eau n'est pas finalisée en interne. Ces éléments seront partagés et débattus lors du prochain comité scientifique qui portera sur cette thématique. La note pourra être partagée au préalable avec Catherine Baron et Héloïse Vallette, qui animeront une présentation introductive.

## 2) Le secteur du développement face aux situations de crise et d'urgence

**Mélodie Boissel** présente la thématique de la séance et les intervenants.

Le choix de cette thématique a été inspiré par les débats qui ont suivi la présentation de la démarche de travail par thématiques du pS-Eau, lors du comité scientifique du 10 décembre 2020.

En effet, le pS-Eau accompagne des acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementale intervenant au Sahel et au Liban; et est donc amené à se questionner sur l'adaptation des pratiques des acteurs de développement dans des contextes sécuritaires en dégradation, ainsi que sur la façon dont les pratiques d'urgence peuvent s'adapter à des contextes où les situations de crise s'installent dans la durée ; avec en filigrane, la question des interactions entre acteurs "urgentiste" et acteurs du développement.

Les débats sont introduits par Martina Rama, coordinatrice du Cluster Wash au Burkina Faso, qui partagera sa vision des liens entre acteurs et projet d'urgence et de développement ; et par Didier Ouédraogo, chargé de mission chez Action Mopti, association intervenant au Mali, qui partagera son expérience terrain des difficultés rencontrées et des adaptations mises en œuvre.

### Le Nexus Urgence & Développement au Burkina Faso, Martina Rama, Cluster Wash

#### [Voir la présentation](#)

##### *- Le Nexus : définition, historique et cadre conceptuel*

La notion de chronologie des réponses distinguant successivement des phases d'urgence, de réhabilitation puis de développement, est déconstruite face à la multiplicité et la pérennisation des situations de crises. Martina Rama rappelle les problématiques qui justifient l'importance de renforcer les interactions, pour l'instant faibles, entre les acteurs de l'urgence et du développement, pour sortir d'une approche en silos :

- Les solutions d'urgence à court terme sont à réitérer dans les situations où la crise se prolonge, ce qui questionne sur l'efficacité du financement.
- La fourniture de services gratuits et immédiats peut générer une dépendance des populations à l'aide humanitaire.
- Des tensions communautaires apparaissent entre les populations déplacées et les populations d'accueil, qui ne bénéficient pas des aides humanitaires bien qu'elles puissent avoir de forts besoins.

Dans ce contexte, une approche nexus renforce l'efficacité globale des actions :

- La pertinence des financements et l'atteinte des objectifs se renforcent lorsqu'un lien est créé entre urgence et développement.
- Le concept de résilience introduit la préoccupation de préparer les populations à faire face et à réagir à des situations de crises.
- Le concept de NWOW introduit par l'agenda pour l'humanité en 2016 redéfinit et assouplit le mandat des acteurs urgentistes, les responsabilisant face aux ODD, avec l'enjeu de fournir un service durable et de remettre la dignité de la personne et ses besoins à court et à long terme, au centre des préoccupations.
- Une nouvelle façon de travailler en collaboration, passe par une analyse et une planification conjointes menant à la définition d'objectifs communs ; des actions et des mesures de suivi-évaluation conduits de façon commune.

Les acteurs du développement et de l'urgence se rejoignent sur ces constats et sur l'intérêt d'approches et d'actions communes. Cependant, la mise en œuvre de ce nexus soulève de nombreux défis. Il y a des aspects divergents dans les principes qui guident les actions des deux catégories d'acteurs, en particulier concernant les relations avec les autorités nationales et locales.

### *- La pertinence du nexus dans le WASH au Burkina Faso*

La crise sécuritaire s'est détériorée depuis 2019, il y a aujourd'hui plus d'un million de déplacés. Le phénomène migratoire accélère l'exode rural, et accentue la pression sur les services d'eau et d'assainissement urbains. L'accès à l'eau et l'assainissement se dégrade.

La pertinence du nexus se justifie par le fait que les deux types d'acteurs interviennent dans les mêmes zones au Burkina. La complémentarité apparaît comme importante pour mutualiser les compétences des deux types d'acteurs. Les acteurs du développement ont une connaissance approfondie du terrain, des acteurs locaux et du cadre sectoriel, mais ne sont pas en capacité d'apporter des réponses immédiates. Les acteurs humanitaires sont récemment implantés, mais sont formés pour une meilleure réactivité.

### *- Plaidoyer de haut niveau, au niveau stratégique*

La démarche de plaidoyer du cluster Wash pousse les bailleurs de développement à orienter leurs fonds vers des zones d'urgence et à inciter les acteurs à adapter leurs approches et cibler les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI) et stimule également l'accélération des programmes stratégiques structurants au niveau national. Les acteurs de l'urgence se rapprochent de l'ONEA pour planifier leurs actions.

La démarche de sensibilisation et de formations menée par le cluster Wash, renforce les compétences des autorités régionales pour leur permettre d'assurer le pilotage des actions menées sur leur territoire ; et introduit des aspects liés à la préparation et la réponse aux situations d'urgence dans les stratégies nationales.

### *- Les initiatives au niveau opérationnel*

Au Burkina, plusieurs expériences intéressantes sont menées conjointement entre les deux catégories d'acteurs, alliant urgence et développement par une approche successive ou bien mixte.

- En particulier, l'initiative conjointe à Djibo, alliant des acteurs du développement et de l'urgence qui se partagent plusieurs composantes du projet : Solidarités International (réhabilitation du réseau), le CICR (passage au solaire), le GRET (raccordement de nouvelles zones au réseau) et l'ONEA (électrification du réseau et extension pour desservir les zones d'accueil de personnes déplacées), avec une étude préalable conduite par Hydroconseil. L'enjeu de cette intervention est notamment de permettre un maintien de l'ONEA et de son personnel sur place, qui pendant un an n'était plus effectif.

### *- Recommandations clé et conclusions*

Le cluster Wash encourage les acteurs du développement à poursuivre les actions tout en les adaptant pour prendre en compte les besoins humanitaires, incite les bailleurs du développement à prévoir des financements flexibles et à simplifier les procédures pour qu'ils soient facilement mobilisables.

De plus, il y a un intérêt à ce que les volets de diagnostic et d'évaluation des besoins, qui ne sont pas couverts par les financements de l'urgence, soient pris en charge par les acteurs du développement.

Le cluster encourage d'une part les acteurs humanitaires à prendre en considération le cadre sectoriel, d'autre part les autorités locales et à améliorer la qualité et la gestion future des installations.

Les partenariats sont encouragés entre les deux types d'acteurs, afin d'apporter avec réactivité des services dans les zones prioritaires et difficilement accessibles, tout en tenant compte des besoins structurels à long terme.

En conclusion, le triple nexus peut se définir comme « une convergence stratégique et une intégration opérationnelle entre l'aide humanitaire, l'aide au développement et la promotion de la paix autour de l'objectif commun de mettre fin aux besoins WASH, à travers des actions simultanées visant à :

- Répondre aux besoins WASH d'urgence des populations vulnérables
- Construire des services WASH résilients aux risques et chocs
- Progresser vers l'accès universel et équitable et durable pour tous

## **Les problématiques du terrain et l'adaptation des actions au Mali - Didier Ouédraogo, Action Mopti**

Didier Ouédraogo décrit la situation au Mali. La crise sécuritaire du Nord et Centre du Mali a accentué les difficultés d'accès des populations aux services d'eau potable. Les services existants qui étaient déjà insuffisants se sont dégradés en raison du défaut d'entretien et de réhabilitation et doivent faire face à une demande accrue dans les zones d'accueil des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

Action Mopti est membre du cluster Wash de Mopti, qui se donne pour objectifs d'apporter des solutions durables aux causes structurelles des besoins humanitaires, en recherchant collectivement des solutions à la fois rapides et durables pour faire face aux différents défis aggravés par la crise multiforme. Lors de rencontres mensuelles (Direction Régionale de l'Hydraulique ou Direction régionale de l'Assainissement), les membres évaluent les

besoins et planifient des réponses en définissant les champs d'actions des partenaires en fonction de leur stratégie et de leurs compétences, ainsi que des localités où ils interviennent.

Ces évaluations des besoins font ressortir des tensions internes entre les populations locales et les populations déplacées, portant en particulier sur l'utilisation des équipements d'approvisionnement en eau, ainsi que l'usage des services d'hygiène et d'assainissement, en particulier les latrines.

Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays s'approvisionnent majoritairement en eau à partir de puits et font face à une insuffisance d'eau en particulier pendant la période sèche, un accès parfois difficile aux points d'eau, ainsi qu'à un manque d'entretien des infrastructures. Le manque de récipients adéquats pour collecter et stocker l'eau pose également des problèmes de qualité et de quantité.

L'insalubrité due à une insuffisance de latrines, de douches, de savon au niveau des dispositifs de lavage des mains, de service de collecte des déchets, est aggravée par la cohabitation des personnes déplacées avec leurs animaux. Le faible niveau de conscience concernant la nécessité de l'hygiène implique un fort besoin de sensibilisation et de formation.

Face à ces besoins, Action Mopti souhaite poursuivre les programmes structurels de développement, tout en intégrant à la marge la réponse à des besoins d'urgence.

Action Mopti se donne en particulier comme objectif de renforcer la cohésion sociale entre déplacés et population d'accueil. L'association accompagne ainsi la création de comités dédiés à cette question, parallèlement aux comités de gestion de l'eau ; et dispense des formations et organise ateliers de sensibilisation autour des conflits et de la paix.

La situation que connaît la région de Mopti réinterroge la place des communs y compris dans un contexte d'urgence.

Didier Ouédraogo interpelle Martina Rama et souhaite que les relations de travail et de partage d'expériences entre les clusters WASH au Burkina et au Mali se renforcent, en particulier entre les clusters régionaux. Martina Rama précise en effet que les clusters nationaux travaillent déjà en collaboration. Ce rapprochement semble pertinent en raison de la proximité relative à la géographie et aux populations concernées ; et de la similitude des problématiques auxquelles sont confrontés les acteurs de l'urgence et du développement.

## Débats sur le secteur du développement face aux situations de crises et d'urgence

### Les différences structurelles d'approches entre acteurs du développement et de l'urgence

**Clément Frenoux, AFD** souligne les différences structurelles entre les urgentistes et les acteurs du développement, au niveau des modes de planification, d'action et d'organisation internes. Il évoque un projet nexus financé par l'AFD : Kongoussi, Titao, Ouahigouya, piloté par un partenariat entre le GRET, SI et le groupe URD.

**Bruno Valfrey, Hydroconseil** pointe la différence de durabilité et de qualité entre les moyens technologiques mis en œuvre par les projets humanitaires et de développement. Les projets humanitaires fournissent rapidement des services en touchant un grand nombre de bénéficiaires, mais avec une durabilité réduite et une qualité qui n'est pas au niveau des standards nationaux. Une réflexion au sein du cluster Wash au Burkina porte sur la recherche de compromis dans le choix des technologies, pour un équilibre entre réactivité et pérennité.

**Martina Rama** insiste sur l'importance d'inciter les urgentistes à inclure les acteurs étatiques et de les appuyer pour le renforcement de leurs compétences plutôt que de les contourner, afin de ne pas les affaiblir davantage. Il y a cependant une nécessité parfois de ne pas ralentir les projets en voulant se conformer aux procédures étatiques, un juste milieu est à trouver et les autorités doivent justement être accompagnées pour renforcer leurs capacités à répondre aux crises.

**Didier Ouédraogo** considère que la démarche de nexus entre urgence et développement implique à la fois de comprendre et d'intégrer les besoins d'urgence dans les démarches de développement ; et également de penser à la pérennisation dans les démarches d'urgence.

**Christophe Léger, VergneyHydro** remarque que la sollicitation d'associations locales pour développer l'ingénierie sociale des projets, permettrait de renforcer leur pertinence par rapport aux contextes locaux évolutifs.

**Catherine Baron** constate que le développement et l'urgence sont également deux domaines scindés dans les domaines de formations, ce qui se répercute dans les compétences développées. Cette distinction n'est pas claire pour les étudiants. Il serait intéressant de développer des compétences communes plutôt que dissociées. **Laure Criqui** confirme que le grand public fait aussi cette confusion.

**Guillaume Aubourg** a le sentiment que les cursus de formations et de carrières humanitaires peuvent aller jusqu'à une forme de formatage, avec des parcours qui suivent les crises humanitaires successives, ce qui ne favorise pas la prise de recul.

**Martina Rama** revient sur la distinction des mandats urgence/développement qui a été poussée par les bailleurs, mais qu'il faudrait assouplir.

### **Le rôle des bailleurs et la nécessaire flexibilité des dispositifs de financement**

**Clément Frenoux** souligne le rôle des bailleurs de fond, dont le rôle est important pour encourager des initiatives nexus. Il indique que l'AFD n'a pas le mandat pour mener des actions humanitaires, mais est cependant dans une démarche d'assouplir ses outils de financement pour donner de la flexibilité aux acteurs et permettre une évolution des projets en fonction du contexte qui est très évolutif. Ainsi, le [fond Minka](#) d'une dotation de 280 M € /an, permet une simplification du cycle d'instruction et une flexibilité des plans de financement, pour favoriser le déploiement de projets dans la zone grise entre urgence et développement.

**Christophe Léger** relève la difficulté de planifier des actions dans un contexte qui évolue parfois très rapidement. Il approuve ainsi la nécessité de la flexibilité des moyens et des outils financiers.

**Guillaume Aubourg** relève que l'attention forte portée aux populations déplacées et aux zones d'accueil, ne doit pas faire oublier les populations restées dans les zones d'origine. Il relève que des acteurs tels que Solidarité International peuvent être dans une démarche de développer les deux volets de compétences, urgence et développement.

**Audrey Séon** soulève la question de la localisation de l'aide, qui semble essentielle dans les contextes de crise.

**Mélodie Boissel** mentionne un projet auquel est associé la plateforme libanaise LEWAP animée par le pS-Eau. L'UE a stimulé le montage d'un partenariat entre des ONG urgentistes (ACTED, SI) et des ONG locales de développement, pour renforcer les capacités des OSC et autorités locales pour la gestion des services d'eau et d'assainissement dans les zones d'accueil de réfugiés. Ce projet illustre comment la stratégie d'un bailleur peut amener urgentistes et acteurs du développement à travailler ensemble.

**Vincent Dussaux** relativise les bénéfices de cette collaboration, le démarrage du projet faisant ressortir les différences de culture et de mode de travail. L'ensemble des partenaires sont soumis aux procédures administratives et financières imposées par l'UE aux urgentistes et il est contraignant pour les ONG locales de rentrer dans ces logiques procédurales.

**Martina Rama** insiste sur l'importance du rôle des bailleurs et la flexibilité des financements, car le cluster Wash constate souvent une limitation des possibilités des acteurs due à des restrictions imposées par les bailleurs.

**Didier Ouedraogo** remarque que des financements privés peuvent également être mobilisés et ont tendance à être plus flexibles. De plus, la flexibilité des financements est sans doute un problème mais c'est la problématique de l'accès au terrain qui semble être le plus limitant pour les acteurs de développement.

### **Les contraintes pratiques d'accès et de sécurité**

**Philippe Folliaison, AQUASSISTANCE**, souhaiterait continuer à apporter une contribution et une expertise dans les situations de crise, mais se pose la question des modalités pratiques d'intervention des bénévoles, dans les zones difficiles d'accès avec des conditions de sécurité problématiques.

**Christophe Léger** indique que Vergnet hydro n'a pas mis de côté les zones rouges dans ses activités et est dans une démarche de réflexion pour renforcer l'autonomisation des relais locaux, ce qui relativiserait la nécessité du déplacement des partenaires français.

**Didier Ouedraogo** informe qu'Action Mopti cherche à impliquer des ressortissants des zones de crises qui ont de forts besoins d'urgence, pour les former afin qu'ils puissent ensuite constituer des relais locaux dans le suivi des projets. Action Mopti s'appuie à présent sur des personnes ressources locales issues des zones à risque, mais avec une limite d'exposition sécuritaire. Malgré la volonté de ne pas suspendre les projets, Action Mopti est amené à réorienter ses actions vers des régions plus accessibles et moins dangereuses. Un lien est cependant maintenu avec les agents formés lors des précédents programmes.

**Catherine Baron** souligne que la dangerosité de l'accès au terrain concerne aussi les partenaires locaux. Elle relève également que l'accès au terrain est nécessaire certes pour le développement des services mais également pour la recherche.

**Clément Frenoux** évoque également la problématique de l'accès aux données, afin d'avoir une vision précise à des échelles locales de la situation sur le terrain.

**Martina Rama** informe que de nombreuses données sont disponibles au Burkina, désagrégées au niveau des villages et des quartiers ; et peuvent être obtenues en effectuant une demande au CONASUR.

### La prise en compte de la gestion des ressources

**Jacques Rey, GWP** précise que le GWP n'est pas directement concerné par la problématique de l'urgence car les démarches de gestion intégrées des ressources sont davantage adaptées à une mise en œuvre dans des contextes stables.

**Catherine Baron** se questionne sur la hiérarchisation des priorités, qui amène à cibler l'accès à l'eau potable et à mettre de côté les questions de gestion des ressources.

**Martina Ramas** informe que la question de la gestion des ressources en eau n'est pas mise de côté par le cluster Wash et les urgentistes au Burkina. Par exemple, le Cluster Wash a engagé une étude hydrogéologique sur 8 villes en situation de crise.

### Le cas du Burkina, un contexte favorable au nexus

**Clément Frenoux, AFD**, souligne que le Burkina constitue un contexte favorable au développement de réflexions et d'actions nexus urgence /développement, du fait d'une structuration existante entre les acteurs de l'APD et de la présence de l'ONEA sur l'ensemble des centres urbains du territoire.

**Richard Bassono, Gret**, explique que la survenue de la crise sécuritaire au Burkina a déstabilisé et remis en question le cadre et la planification du secteur WASH qui avait été élaborée par l'ONEA.

Le projet de Djibo a pour ambition de répondre aux besoins d'urgence tout en s'inscrivant dans une dynamique de durabilité, en impliquant l'ONEA pour l'accompagner à adapter sa stratégie de planification et sa capacité de réaction face aux crises

**Bruno Valfrey** insiste sur la déstabilisation de l'ONEA face à la survenue de la crise sécuritaire en 2019. Engagée dans un processus de planification et de structuration sur du long terme, elle n'était pas préparée à faire face à une situation d'urgence, tant au niveau administratif qu'opérationnel. Pour éviter que l'arrivée des acteurs urgentistes dans ce contexte ne fragilise davantage les acteurs institutionnels, le dialogue et la collaboration sont nécessaires.

**Martina Rama** remarque qu'au Burkina, l'eau peut être fournie gratuitement par les acteurs humanitaires, mais génère des ventes informelles pour finalement ne pas être gratuite pour les usagers. De plus, au Burkina, la rareté de l'eau dans les zones en crise implique que les usagers sont prêts à payer.

### Le cas d'Haïti, une articulation difficile entre urgence et développement

**Estelle Grandidier, Gret**, rappelle les spécificités du contexte de crise chronique en Haïti, qui traverse successivement des crises systémiques et généralisées : séismes début 2010, le choléra fin 2010, cyclone en 2016, nouvelle crise généralisée démarrée en 2018. Il n'y a pas à Haïti un acteur institutionnel avec une capacité de régulation tel que l'ONEA.

Elle détaille quelles formes prennent les différences d'approches entre urgence et développement :

La mise en place du nexus doit s'appuyer sur une connaissance fine du tissu d'acteurs locaux. En effet, à la survenance de la crise, si des liens ne préexistaient pas antérieurement, il est très difficile de les créer. Les nouveaux acteurs urgentistes doivent également veiller à ne pas court-circuiter les acteurs préexistants. Or, prendre le temps de cette analyse du tissu d'acteurs locaux ne rentre pas dans les modes d'approches des urgentistes. Par souci d'efficacité, ils ont tendance à déployer des solutions immédiates en lien avec les acteurs locaux qui se dégagent naturellement. Or, ces acteurs qui sortent du lot en situation de crise ne sont pas forcément les plus prégnants. Le risque de ces approches, réactives mais peu inclusives, est de passer à côté des acteurs clés et structurants et de contribuer à déstabiliser le tissu local du secteur de l'eau et l'assainissement.

Du point de vue des bénéficiaires, la perception des deux catégories d'acteurs se différencie sur la gratuité ou bien la facturation du service. Cela peut nuire à la prise de relais par les acteurs du développement en situation post-crise, qui cherchent à accompagner les acteurs locaux à la création d'un service pérenne et financièrement viable.

Cette tendance des urgentistes à payer pour plus d'efficacité et de réactivité se retrouve lorsqu'il s'agit d'obtenir des autorisations d'accès à des zones contrôlées par des gangs, court-circuitant ainsi le travail de négociation et de confiance instauré sur le long terme par les acteurs du développement.

Estelle revient sur l'importance de l'ingénierie sociale et la pertinence, renforcée en situation de crise, de chercher à identifier et mobiliser des experts contextuels.

Après le séisme, la DINEPA (Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement) a désigné le GRET pour coordonner les interventions des acteurs à Haïti. Le GRET a été confronté au manque de volonté des ONG d'intégrer cette démarche de cluster, jugeant les acteurs du développement inefficaces.

Il est difficile de reprendre la logique de service public après des périodes de crise marquées par des solutions immédiates, gratuites mais non durables. Quand le service public est inexistant pendant longtemps, la notion du droit à l'accès se perd et la revendication pour l'amélioration des conditions est faible. A Haïti, tandis que les usagers sont réticents à payer le service, on a observé que la décision d'un nouveau gouvernement de couper l'eau de certains quartiers pour raisons politiques, n'avait pas soulevé de contestations.

- ➔ *L'URD a documenté les liens entre urgence développement à Haïti, dans son [observatoire des pratiques de l'aide en Haïti 2012 2015](#).*
- ➔ *Film « [Assistance mortelle](#) » documentaire, de Raoul Peck*
- ➔ *Catherine Baron indique une soutenance de thèse (30 juin 2021) sur les quartiers précaires à Haïti : « Fabrication des bidonvilles dans les pays du Sud : jeux d'acteurs et modalités d'habiter. Le cas du quartier de Canaan (Port-au-Prince, Haïti) », Neptune PRINCE, en co-tutelle Université de Lyon/INSA (France) et Université Quisqueya à Port au Prince (Haïti), sous les directions de Ch. Berdier, L. Hurbon et A. Bras*

**Audrey Seon, AFD** rappelle que les dynamiques de développement étaient particulièrement riches mais également structurées au Burkina, contrairement à Haïti où le tissu est plus complexe et moins coordonné.

### **Le cas du Liban, les acteurs urgentistes présents sur la durée**

**Vincent Dussaux** rappelle qu'au Liban, les acteurs d'urgence sont arrivés dans le paysage WASH il y a une dizaine d'années et sont implantés durablement au Liban, amenant un clivage avec le secteur du développement davantage lié aux autorités locales. La plateforme LEWAP cherche à créer du lien entre ces acteurs, notamment en animant des espaces d'échanges et en s'associant au projet MADAD.

### **Des contextes de crises variés et multiformes**

**Catherine Baron** remarque que dans ces situations de crises sécuritaires et de déplacement de population, la dynamique de conflit relève de plusieurs champs qui mériteraient d'être distingués et analysés. Un article récemment publié dans la revue internationale des études en développement sur le conflit foncier et le conflit de guerre aborde cet enchevêtrement de plusieurs registres de conflits, et pourrait s'appliquer à l'accès aux services d'eau et d'assainissement.

- ➔ *Foncier et conflits violents en Afrique, [Revue internationale des études du développement n°243](#)*

**Clément Frenoux** évoque la dimension géopolitique des conflits. Aux défauts de coordination locale des interventions de l'aide d'urgence et du développement, s'ajoutent des enjeux de pouvoir entre acteurs.

**Jacques Rey** remarque que les situations de « crises » sont chacune différentes et ont leurs spécificités. De nombreuses situations n'ont pas été abordées, notamment en Asie.

Il serait intéressant d'identifier des typologies des situations qui amènent différentes réflexions et types de réponses : crises durables d'accueils de réfugiés qui se pérennise par exemple en Jordanie, situation de crise stabilisée qui rend possible la reconstruction...

### **Le positionnement et le rôle du pS-Eau**

**Mélodie Boissel** indique que, malgré la volonté des acteurs du développement de poursuivre les actions, on constate une tendance des bailleurs classiques du développement à écarter les zones rouges des territoires éligibles à leurs dispositifs de financement. Le pS-Eau se questionne sur les messages de plaidoyer à porter auprès des bailleurs et sur l'accompagnement à apporter aux porteurs de projets pour adapter leurs modes d'interventions et de partenariats. Dans l'optique de clarifier son positionnement et de renforcer sa capacité de mettre à disposition des retours d'expériences et des outils, le pS-Eau a priorisé l'approfondissement de cette thématique des liens entre urgences et développement.

**Perrine Bouteloup** indique que le réseau du pS-Eau ACTEA au Burkina est de plus en plus sollicité par les porteurs de projets pour savoir comment poursuivre et adapter leurs actions, leurs partenariats, renforcer les relais locaux. ACTEA est en lien avec le cluster WASH et suit le développement des projets nexus.

**Christophe Le Jallé** précise que cette réflexion sera poursuivie au sein de l'équipe du pS-Eau et partagée avec le Comité Scientifique. Le pS-Eau est de plus en plus sollicité par les porteurs de projets et est amené à structurer ces modes d'accompagnement pour mieux les outiller.

**Vincent Dussaux** ajoute que le pS-Eau n'en est pas encore à proposer un plan d'action précis, et souhaite justement que ce comité scientifique permette d'alimenter ses réflexions.

**En conclusion**, Mélodie Boissel indique que le prochain comité scientifique aura lieu en septembre sur la thématique de l'articulation entre services d'eau et d'assainissement et gestion et protection des ressources en eau. Elle rappelle que ces deux thématiques ont été ciblées comme des sujets avec de forts enjeux et attentes, justifiant un approfondissement prioritaire de la part du pS-Eau. L'organisation de comités scientifiques sur ces thématiques s'inscrit dans la démarche du pS-Eau d'enrichir son approche, de clarifier son positionnement et de préciser une stratégie d'action et de communication sur ces sujets, afin de renforcer sa capacité à accompagner les acteurs.